Annexe 5 – Règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (suite)

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne dresse pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

Dénomination du produit : BlueBay Total Return Credit Fund
Identifiant d'entité juridique : 549300FTTQHYQJC22160

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable ?

☐ **Oui**	☒ **Non**
☐ Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif environnemental :** ___%	☐ Il **promouvait des caractéristiques environnementales et/ou sociales (E/S)** et bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de ___% d'investissements durables
☐ dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE	☐ ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE
☐ dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE	☐ ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE
	☐ ayant un objectif social
☐ Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif social :** ___%	☒ Il promouvait des caractéristiques E/S, mais **n'a pas réalisé d'investissements durables**

Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Dans le prospectus, le Compartiment s'engage à promouvoir les caractéristiques environnementales et sociales en privilégiant les investissements dans des émetteurs dont les activités et/ou la conduite suivent une approche responsable et appropriée des critères ESG. Pour ce faire, il met en œuvre l'intégration ESG (environnement, social et gouvernance) (en évaluant les émetteurs sur la base d'une méthodologie de notation interne des risques ESG et en fixant un seuil minimum pour l'éligibilité d'un émetteur à l'investissement), l'engagement ESG (le cas échéant pour s'assurer que les émetteurs continuent de répondre aux caractéristiques environnementales et/ou sociales requises promues) et le filtrage ESG (en excluant les émetteurs de l'univers d'investissement en raison de leur implication dans des activités controversées et/ou de leur mauvaise conduite en matière ESG).

Au cours de la période, une opération a été effectuée le 28 février 2023 sur les obligations d'un raffineur, transporteur et négociant de carburants, de produits pétrochimiques et autres produits industriels dans le cadre d'une transaction croisée avec le BlueBay Total Diversified Credit Fund. Cet émetteur est une filiale américaine d'une société mère qui s'est vu attribuer une note (de risque) ESG fondamentale « très élevée » ; la filiale hérite de cette note et, à ce titre, n'est pas éligible pour le Compartiment en raison de la restriction concernant les émetteurs présentant des risques ESG très

élevés. Dans le cadre des procédures de conformité du Gestionnaire, la transaction croisée a déclenché des alertes pour infraction aux lignes directrices, qui ont été effacées par inadvertance. Cependant, une fois identifiée, la transaction a été immédiatement annulée le 1er mars 2023, avant son règlement.

Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?

Au 30 juin 2023, 92.49% des actifs nets du Compartiment étaient investis dans des titres à revenu fixe alignés sur les caractéristiques E/S promues par le Compartiment (« Titres éligibles »).

Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

Les indicateurs de durabilité utilisés pour évaluer, mesurer et contrôler les caractéristiques ESG du Compartiment sont les suivants :

I. 98.48% des Titres éligibles étaient concernés par l'évaluation ESG du Gestionnaire au 30 juin 2023. Toutes les évaluations ESG restantes ont été achevées après le 30 juin 2023, de sorte que 100% des Titres éligibles font l'objet d'une évaluation ESG.
II. 100% des Titres éligibles ayant fait l'objet d'une évaluation ESG respectent et ne contreviennent pas activement à une Exclusion ESG/un Filtrage négatif (relatif au produit) et à un Filtrage basé sur des normes ESG (relatif au comportement) applicable au Compartiment, tel que décrit en détail dans la section 5 du Prospectus.
III. 100% des Titres éligibles ayant fait l'objet d'une évaluation ESG respectent et ne contreviennent pas activement au filtrage effectué dans le cadre de l'Intégration ESG, qui exclut les émetteurs présentant une note (de risque) ESG fondamentale « très élevée » (au niveau ESG global ou dans le domaine de la gouvernance en particulier) au regard de l'évaluation ESG spécifique effectuée par le Gestionnaire, telle que décrite en détail ci-après.

... et par rapport aux périodes précédentes ?

Sans objet.

Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué ?

Sans objet : le Compartiment ne prétend pas réaliser des investissements ayant un objectif durable dans les informations précontractuelles requises par le SFDR.

Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?

Sans objet : le Compartiment ne prétend pas réaliser des investissements ayant un objectif durable dans les informations précontractuelles requises par le SFDR.

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important aux objectifs environnementaux ou sociaux.

Annexe 5 – Règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (suite)

Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Les **principales incidences négatives** correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

Indicateurs relatifs aux PIN pris en compte par le compartiment au cours de l'exercice sous revue :

	Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Explication
OBLIGATION D'ENTREPRISE	ENVIRONNEMENT		
	Emissions de GES	Émissions de GES de niveau 1 [tCO_2e]	Le Compartiment prend en compte les indicateurs relatifs aux PIN suivants : émissions totales de GES des scopes 1, 2 et 3, empreinte carbone et intensité des émissions de GES. La prise en compte se fait par l'adoption de mesures à l'égard des entreprises bénéficiaires des investissements présentant des niveaux élevés d'émissions de GES de scope 1, d'émissions de GES de scope 2, d'émissions de GES estimées de scope 3 et d'émissions totales de GES par rapport aux entreprises opérant dans le même secteur NACE et sur le même marché géographique (développé/émergent, tel que défini par la Banque Mondiale). Ces mesures peuvent prendre la forme d'une diligence raisonnable approfondie, d'un dialogue avec les émetteurs, d'initiatives collaboratives et/ou d'une liquidation de la position, selon la décision du Gestionnaire. Le suivi et l'évaluation des mesures prises et de leurs résultats sont pris en compte en termes de maintien de l'éligibilité des entreprises bénéficiaires des investissements et/ou de positionnement d'investissement. Au cours de la période de référence, le Gestionnaire a eu accès à des données relatives aux émissions de carbone des entreprises bénéficiaires des investissements, et à des analyses et outils du fournisseur tiers. Ces données et ces outils ont servi à faciliter l'évaluation des pratiques liées au climat des entreprises bénéficiaires des investissements au sein du Compartiment et à fournir des informations pour identifier des domaines potentiels de recherche, de diligence raisonnable et de dialogue avec les émetteurs, tels que déterminés par le Gestionnaire. Lorsque cela est pertinent, faisable et conforme à l'objectif d'investissement, le Gestionnaire engage un dialogue avec les entreprises bénéficiaires des investissements sur des questions liées au climat à des fins d'information et/ou de promotion de meilleures pratiques en les incitant, par exemple, à faire preuve d'une plus grande transparence ou à réduire davantage leurs émissions de GES.
		Émissions de GES de niveau 2 [tCO_2e]	
		Émissions de GES de niveau 3 [tCO_2e]	
	Empreinte carbone	Empreinte carbone [tCO_2e par million d'EUR investi]	
	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements [tCO_2e par million d'EUR de chiffre d'affaires]	

Annexe 5 – Règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (suite)

	Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Explication
	Investissements dans des sociétés n'ayant pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone aux fins du respect de l'accord de Paris [Poids dans le portefeuille, en %]	Le Compartiment prend en compte cet indicateur relatif aux PIN en prenant des mesures à l'égard des entreprises bénéficiaires des investissements issues de secteurs à fort impact (code sectoriel NACE A, B, C, D, E, F, G, H ou L) qui n'ont pas pris d'initiatives de réduction des émissions de carbone dans le but de respecter l'Accord de Paris. Ces mesures peuvent prendre la forme d'une diligence raisonnable approfondie, d'un dialogue avec les émetteurs, de l'exercice des droits de vote par procuration, d'initiatives collaboratives et/ou d'une liquidation de la position, selon la décision du Gestionnaire. Le suivi et l'évaluation des mesures prises et de leurs résultats seront pris en compte en termes de maintien de l'éligibilité des entreprises bénéficiaires des investissements et/ou de positionnement d'investissement. Au cours de la période de référence, le Gestionnaire a eu accès à des données relatives aux émissions de carbone des entreprises bénéficiaires des investissements, et à des analyses et outils du fournisseur tiers. Ces données et ces outils ont servi à faciliter l'évaluation des pratiques liées au climat des entreprises bénéficiaires des investissements au sein du Compartiment et à fournir des informations pour identifier des domaines potentiels de recherche, de diligence raisonnable et de dialogue avec les émetteurs, tels que déterminés par le Gestionnaire. Lorsque cela est pertinent, faisable et conforme à l'objectif d'investissement, le Gestionnaire engage un dialogue avec les entreprises bénéficiaires des investissements sur des questions liées au climat. Les priorités en matière de dialogue avec les émetteurs sont définies en fonction de l'ampleur des lacunes des entreprises bénéficiaires des investissements issues de secteurs à fort impact (code sectoriel NACE A, B, C, D, E, F, G, H ou L) en matière d'initiatives de réduction des émissions de carbone, lorsque celles-ci sont jugées importantes.
	Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles [Poids dans le portefeuille, en %]	Le Compartiment prend en compte cet indicateur relatif aux PIN en prenant des mesures à l'égard des entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles en fonction du profil d'émissions de leurs activités commerciales et d'un type d'implication spécifique. Ces mesures peuvent prendre la forme d'une diligence raisonnable approfondie, d'un dialogue avec les émetteurs, d'initiatives collaboratives et/ou d'une liquidation de la position, selon la décision du Gestionnaire. Le suivi et l'évaluation des mesures prises et de leurs résultats seront pris en compte en termes de maintien de l'éligibilité des entreprises bénéficiaires des investissements et/ou de positionnement d'investissement. Lorsque cela est pertinent, faisable et conforme à l'objectif d'investissement, le Gestionnaire engage un dialogue avec les entreprises bénéficiaires des investissements qui appartiennent à ces secteurs sur des questions liées au climat.
	SOCIAL		
	Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou	Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées [Poids dans le portefeuille, en %]	Le Compartiment atténue autant que possible cet indicateur relatif aux PIN en excluant les entreprises bénéficiaires des investissements exposées aux armes controversées au sein (l'accent étant mis sur la fabrication) et au-delà du champ de la PIN (en incluant d'autres armes controversées telles que le nucléaire). Au cours de la période de référence, le Gestionnaire a eu accès à des données relatives aux entreprises bénéficiaires des investissements et à leur statut concernant l'exposition aux armes controversées provenant du fournisseur tiers. Ces données servent

Annexe 5 – Règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (suite)

	Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Explication
	armes biologiques)		à faciliter l'évaluation de l'implication des entreprises bénéficiaires des investissements au sein du Compartiment.
	Violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales [Poids dans le portefeuille, en %]	Lorsque cela est pertinent, faisable et conforme à l'objectif d'investissement, le Gestionnaire engage un dialogue avec les entreprises bénéficiaires des investissements en fonction de leur degré d'exposition à des controverses ESG significatives ou d'implication potentielle dans des violations de normes telles que le Pacte mondial des Nations unies.
	Absence de politique de lutte contre la corruption et les actes de corruption	Part d'investissement dans des entités ne disposant pas d'une politique de lutte contre la corruption et les actes de corruption conforme à la convention des Nations unies contre la corruption [Poids dans le portefeuille, en %]	Le Compartiment prend en compte cet indicateur relatif aux PIN en prenant des mesures à l'égard des entreprises bénéficiaires des investissements qui n'ont pas de politique de lutte contre la corruption et les actes de corruption. Ces mesures peuvent prendre la forme d'une diligence raisonnable approfondie, d'un dialogue avec les émetteurs, d'initiatives collaboratives et/ou d'une liquidation de la position, selon la décision du Gestionnaire. Le suivi et l'évaluation des mesures prises et de leurs résultats seront pris en compte en termes de maintien de l'éligibilité des entreprises bénéficiaires des investissements et/ou de positionnement d'investissement. Au cours de la période de référence, le Gestionnaire a eu accès à des données relatives aux pratiques des entreprises bénéficiaires des investissements en matière de lutte contre la corruption et les actes de corruption provenant du fournisseur tiers. Ces données servent à faciliter l'évaluation de la performance des entreprises bénéficiaires des investissements au sein du Compartiment au regard de ces paramètres, et à fournir des informations permettant d'identifier des domaines potentiels de recherche, de diligence raisonnable et de dialogue avec les émetteurs, tels que déterminés par le Gestionnaire. Lorsque cela est pertinent, faisable et conforme à l'objectif d'investissement, le Gestionnaire engage un dialogue avec les entreprises bénéficiaires des investissements en fonction du degré d'imputabilité des problèmes de performance ESG à l'absence de telles politiques.
	ENVIRONNEMENT		
	Intensité de GES	Intensité de GES des pays d'investissement	Le Compartiment prend en compte cet indicateur relatif aux PIN en prenant des mesures à l'égard des pays bénéficiaires des investissements présentant une forte intensité de GES (par rapport aux pays du même groupe économique, tel que défini par la Banque Mondiale). Ces mesures peuvent prendre la forme d'une diligence raisonnable approfondie, d'un dialogue avec les émetteurs, d'initiatives collaboratives et/ou d'une liquidation de la position, selon la décision du Gestionnaire. Le suivi et l'évaluation des mesures prises et de leurs résultats seront pris en compte en termes de maintien de l'éligibilité des pays bénéficiaires des investissements et/ou de positionnement d'investissement.

Annexe 5 – Règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (suite)

	Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Explication
			Au cours de la période de référence, le Gestionnaire a eu accès à des données relatives aux pratiques des pays bénéficiaires des investissements en matière de climat/émissions de carbone provenant du fournisseur tiers. Ces données servent à faciliter l'évaluation de la performance des pays bénéficiaires des investissements au sein du Compartiment au regard de ces paramètres, et à fournir des informations permettant d'identifier des domaines potentiels de recherche, de diligence raisonnable et de dialogue avec les émetteurs, tels que déterminés par le Gestionnaire. Lorsque cela est pertinent, faisable et conforme à l'objectif d'investissement, le Gestionnaire engage un dialogue. Les priorités en matière de dialogue avec les émetteurs sont définies en fonction de l'intensité de GES des pays bénéficiaires des investissements. Au cours de la période de référence, il n'y a pas eu d'exposition directe à des investissements dans des pays bénéficiaires éligibles.
	SOCIAL		
	Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales	Nombre de pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en nombre absolu et en proportion du nombre total de pays bénéficiaires d'investissements), au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations unies ou, le cas échéant, du droit national.	Le Compartiment atténue autant que possible cet indicateur relatif aux PIN en excluant les pays bénéficiaires des investissements visés par des sanctions internationales pour cause, entre autres, de violations de normes sociales (en particulier ceux qui ne sont pas parties à, ou n'ont pas ratifié, certains traités et conventions des Nations Unies tels que ceux relatifs à la corruption, à la torture et aux châtiments). Au cours de la période de référence, le Gestionnaire a eu accès à des données relatives au statut des pays bénéficiaires des investissements à l'égard d'une sélection de conventions et traités internationaux provenant du fournisseur tiers. Ces données servent à faciliter l'évaluation de la performance des pays bénéficiaires des investissements au sein du Compartiment au regard de ces paramètres, et à fournir des informations permettant d'identifier des domaines potentiels de recherche, de diligence raisonnable et de dialogue avec les émetteurs, tels que déterminés par le Gestionnaire. Lorsque cela est pertinent, faisable et conforme à l'objectif ou au mandat d'investissement, le Gestionnaire engage un dialogue.

Annexe 5 – Règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (suite)

	Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Explication
EMETTEURS SOUVERAINS	Score moyen en matière de corruption	Niveau perçu de corruption dans le secteur public, mesuré à l'aide d'un indicateur quantitatif	Le Compartiment prend en compte cet indicateur relatif aux PIN en prenant des mesures à l'égard des pays bénéficiaires des investissements qui n'ont pas de politique de lutte contre la corruption et les actes de corruption. Ces mesures peuvent prendre la forme d'une diligence raisonnable approfondie, d'un dialogue avec les émetteurs, d'initiatives collaboratives et/ou d'une liquidation de la position, selon la décision du Gestionnaire. Le suivi et l'évaluation des mesures prises et de leurs résultats seront pris en compte en termes de maintien de l'éligibilité des pays bénéficiaires des investissements et/ou de positionnement d'investissement. Au cours de la période de référence, le Gestionnaire a eu accès à des données relatives aux pratiques des pays bénéficiaires des investissements en matière de lutte contre la corruption et les actes de corruption provenant du fournisseur tiers. Ces données servent à faciliter l'évaluation au sein du Compartiment et à fournir des informations permettant d'identifier des domaines potentiels de recherche, de diligence raisonnable et de dialogue avec les émetteurs, tels que déterminés par le Gestionnaire. Lorsque cela est pertinent, faisable et conforme à l'objectif d'investissement, le Gestionnaire engage un dialogue. Les priorités en matière de dialogue avec les émetteurs sont définies en fonction du score de corruption des pays bénéficiaires de l'investissement.

Le Compartiment suit et évalue les indicateurs et paramètres relatifs aux PIN indiqués, même si la disponibilité des données pour certains indicateurs/paramètres est actuellement limitée et, de ce fait, ne couvre pas nécessairement l'ensemble du champ. L'intégration des indicateurs relatifs aux PIN se fait donc dans la mesure du possible. Toutefois, à mesure que la disponibilité des données s'améliorera, il en ira de même pour l'évaluation et le suivi.

Annexe 5 – Règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (suite)

Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

La liste comprend les investissements constituant **la plus grande proportion d'investissements** du produit financier au cours de la période de référence, à savoir : Du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023

Investissements les plus importants	Secteur	% d'actifs	Pays
Bons du Trésor américain - T 4 5/8 02/28/25	Emprunts d'Etat	3.02%	Etats-unis
Bon du Trésor américain - B 02/23/23	Emprunts d'Etat	2.41%	Etats-unis
Brazil Notas do Tesouro Nacional Serie F - BNTNF 10 01/01/25	Emprunts d'Etat	1.78%	Brésil
Stichting AK Rabobank Certificaten - RABOBK 6 1/2 03/72 PERP REGS	Banque	1.71%	Pays-Bas
Brazil Notas do Tesouro Nacional Serie F - BNTNF 10 01/01/31	Emprunts d'Etat	1.63%	Brésil
BNP Paribas SA - BNP 7 3/4 08/29 PERP 144A	Banque	1.42%	France
Obligations du gouvernement de la République d'Afrique du Sud - SAGB 8 1/4 03/31/32 #2032	Emprunts d'Etat	1.35%	Afrique du Sud
Bons du Trésor américain - T 2 3/4 08/15/32	Emprunts d'Etat	1.05%	Etats-unis
Obligations du gouvernement de la République d'Afrique du Sud - SAGB 8 1/2 01/31/37 #2037	Emprunts d'Etat	1,00%	Afrique du Sud
CaixaBank SA - CABKSM 5 7/8 10/27 PERP REGS	Banque	0.95%	Espagne
Deutsche Bank AG - DB 4 5/8 10/27 PERP REGS	Banque	0.92%	Allemagne
Bonos mexicains - MBONO 7 3/4 11/13/42	Emprunts d'Etat	0.87%	Mexique
Bonos mexicains - MBONO 10 11/20/36	Emprunts d'Etat	0.86%	Mexique
Commerzbank AG - CMZB 6 1/8 10/25 PERP REGS	Banque	0.85%	Allemagne
Nationwide Building Society - NWIDE 10 1/4 06/72 PERP REGS	Banque	0.79%	Royaume-Uni

Au 30 juin 2023. Ces données ont été compilées sur la base des pondérations des investissements le dernier jour ouvrable de chaque mois et moyennées pour la période de référence. La classification des titres, y compris le secteur et le pays, est déterminée au dernier jour de la période de référence.

Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?

Le Compartiment a investi 100% de ses actifs nets (hors liquidités, avoirs équivalents, certificats bancaires à court terme et Instruments du marché monétaire) dans des émetteurs éligibles et alignés sur les caractéristiques E/S promues par le Compartiment (#1).

Annexe 5 – Règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (suite)

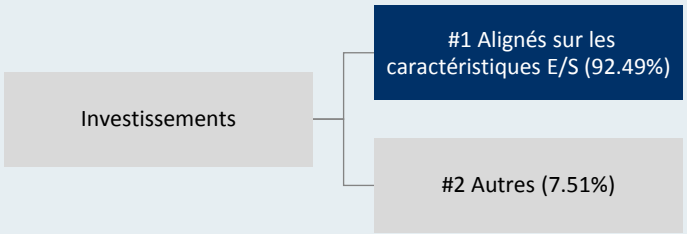
L'**allocation des actifs** décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Quelle était l'allocation des actifs ?

92.49% étaient investis dans des Titres éligibles alignés sur les caractéristiques E/S du Compartiment.

7.51% étaient conservés sous forme de liquidités, d'avoirs équivalents, de certificats bancaires à court terme et d'Instruments du marché monétaire utilisés à des fins de préservation du capital et qui ne respectent aucune garantie environnementale ou sociale minimale (#2).

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage :
- le **chiffre d'affaires** reflète le caractère écologique actuel des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi.
- les **dépenses d'investissement** (CapEx) montrent les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, qui sont pertinents pour une transition vers une économie verte.
- les **dépenses d'exploitation** (OpEx) reflètent les activités opérationnelles vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi.



La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?

Secteur	Proportion (%)
Consommation de base	0.26%
Services de communication	8.16%
Energie	6.06%
Santé	1.04%
Emetteurs souverains	25.74%
Matériaux	3.55%
Consommation discrétionnaire	4.31%
Industrie	3.48%
Finance	29.56%
Technologies de l'information	1.63%
Immobilier	1.08%
Services aux collectivités	1.65%
Liquidités et dérivés	13.47%

Au 30 juin 2023. Ces données ont été compilées sur la base des pondérations des secteurs le dernier jour ouvrable de chaque mois et moyennées pour la période de référence.

Annexe 5 – Règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (suite)

Au 30 juin 2023, la proportion d'investissements issus de secteurs et de sous-secteurs de l'économie qui tirent des revenus de l'exploration, de l'exploitation minière, de l'extraction, de la production, de la transformation, du stockage, du raffinage ou de la distribution, y compris le transport, le stockage et le commerce, de combustibles fossiles était de 1.81%.

Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Sans objet : le Compartiment ne prétend pas réaliser des investissements ayant un objectif durable dans les informations précontractuelles requises par le SFDR.

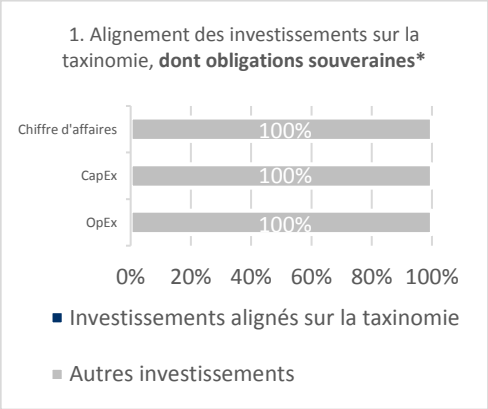
Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxinomie de l'UE[14] ?

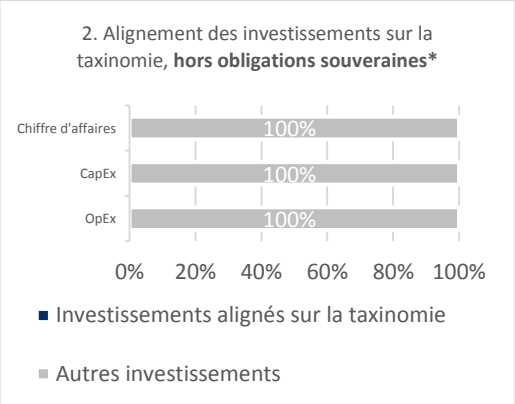
☐ Oui :

☐ Dans le gaz fossile ☐ Dans l'énergie nucléaire

☒ Non

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.





Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

[14] Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l'UE — voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Annexe 5 – Règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (suite)

Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?

Sans objet : le Compartiment ne prétend pas réaliser des investissements ayant un objectif durable dans les informations précontractuelles requises par le SFDR.

Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes ?

Sans objet.

Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au titre du règlement (UE) 2020/852.

Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Sans objet : le Compartiment ne prétend pas réaliser des investissements ayant un objectif durable dans les informations précontractuelles requises par le SFDR.

Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social ?

Sans objet.

Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « autres », quelle était leur finalité, et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquaient-elles à eux ?

Le Compartiment détenait certains instruments qui ne contribuent pas directement aux caractéristiques E/S qu'il promeut, tels que des liquidités, des certificats bancaires à court terme et des instruments du marché monétaire.

Ces instruments ont été utilisés à des fins de préservation du capital et ne respectent aucune garantie environnementale ou sociale minimale.

Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Conformément au processus de filtrage ESG, des restrictions d'investissement ont été mises en œuvre et révisées dans le cadre du cycle régulier de mises à jour.

Il y a eu un dialogue ESG (non contraignant) avec les émetteurs et d'autres parties prenantes clés sur les questions environnementales et/ou sociales, dont les priorités ont été définies au moyen d'une approche fondée sur le risque. A titre d'exemple, pendant la période de référence, nous avons échangé avec l'émetteur souverain d'un pays développé d'Europe centrale. Le Gestionnaire a réduit l'exposition à l'émetteur vers la fin de l'année 2022 afin de refléter son inquiétude grandissante face aux risques géopolitiques découlant de la position du gouvernement sur le conflit entre la Russie et l'Ukraine et à d'autres questions gouvernementales internes telles que la dérive autoritaire du pouvoir dans ce pays. Autre exemple, portant à la fois sur un émetteur spécifique et sur un thème : celui d'un émetteur souverain émergent d'Amérique latine sur la question de la déforestation. Dans ce cas, le Gestionnaire a poursuivi son dialogue avec une série de parties prenantes au-delà des entreprises, telles que les gouvernements et les autorités de réglementation dans différents pays, notamment dans le monde émergent et en Europe, afin de promouvoir des cadres de politiques publiques appropriés pour lutter contre la déforestation et garantir la prospérité et le bien-être à long terme des pays et de la planète. Ces activités ont été menées par le biais de la coprésidence par le Gestionnaire d'une initiative d'engagement collaboratif à l'échelle mondiale (The Investor Policy Dialogue on Deforestation, IPDD), qui dialogue avec les gouvernements et d'autres parties prenantes dans des pays

producteurs spécifiques comme le Brésil et l'Indonésie, ainsi que dans des pays et continents consommateurs tels que les Etats-Unis et l'Europe (l'IPDD a publié son premier rapport d'avancement au cours du quatrième trimestre, qui donne un résumé de ses activités depuis sa création en 2020). Le dialogue du Gestionnaire avec l'émetteur souverain concerné pendant et avant la période de référence a notamment porté sur la promotion, la mise en œuvre et l'application de la réglementation locale en matière de protection des forêts et sur la nécessité de rendre compte des résultats. Il a d'ailleurs donné lieu à un voyage de recherche dans ce pays au cours du premier semestre 2023. Le nouveau gouvernement issu des élections qui ont eu lieu au second semestre 2022 fait preuve d'une plus grande implication dans la lutte contre la déforestation. Le Gestionnaire maintient sa position sur le marché.

Le 28 février 2023, une opération a été effectuée sur les obligations d'un raffineur, transporteur et négociant de carburants, de produits pétrochimiques et autres produits industriels dans le cadre d'une transaction croisée avec le BlueBay Total Diversified Credit Fund. L'émetteur est une filiale américaine d'une société mère qui s'est vu attribuer une note (de risque) ESG fondamentale « très élevée » ; l'émetteur hérite de cette note en tant que filiale et, à ce titre, n'est pas éligible pour le Compartiment en raison de la restriction concernant les émetteurs présentant des risques ESG très élevés. Dans le cadre des procédures de conformité du Gestionnaire, la transaction croisée a déclenché des alertes pour infraction aux lignes directrices, qui ont été effacées par inadvertance. Cependant, une fois identifiée, la transaction a été immédiatement annulée le 1er mars 2023, avant son règlement.

Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?

Les **indices de référence** sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut.

Sans objet.